

Introduction

Angela Ki Che Leung

Il serait illusoire de prétendre que les quelques articles réunis dans ce numéro consacré à l'histoire de la Chine puissent refléter, même de manière partielle, le panorama des recherches des historiens chinois qui travaillent aujourd'hui dans les trois principales sociétés chinoises : la Chine continentale, Taiwan et Hong-Kong. Au sein de ces trois sociétés, les différences sont grandes entre les historiens professionnels qui exercent dans les universités et les instituts, qu'il s'agisse de leurs origines sociales, leur formation ou leur programme de recherches. Les articles de ce numéro se veulent simplement un échantillon susceptible de donner une idée des courants de la recherche historique dans lesquels s'inscrivent les historiens chinois contemporains et de quelques-unes des thématiques qui traversent leurs travaux.

Tous les essais portent sur l'époque impériale, du ^x^e au début du ^{xx}^e siècle. Sont donc inévitablement ignorés dans ce numéro beaucoup de domaines – non moins importants (l'Antiquité, les débuts de la période médiévale, l'époque contemporaine) –, qui relèvent également des chantiers de l'historiographie chinoise aujourd'hui.

Quelques informations sur les auteurs et le contexte dans lequel ils travaillent ne sont pas inutiles. Tous sont nés après la Seconde Guerre mondiale (la seconde guerre chinoise de résistance contre les Japonais), et la plupart, après la guerre civile en Chine (1945-1949). Tous (à l'exception du chercheur nord-américain Mark Elliott) ont fait leurs études dans l'une ou l'autre des trois sociétés chinoises, et dans leur langue maternelle, le chinois. Hormis Chang Jianhua, ils ont ensuite préparé leur doctorat dans un pays occidental ou au Japon, puis sont revenus dans

leur pays d'origine. Ils y font leur carrière académique tout en maintenant des contacts fréquents avec l'Occident, séjournant ou enseignant dans des universités étrangères. En d'autres termes, malgré leur formation commune, indéniablement « chinoise », ils ont davantage fréquenté les méthodes, pratiques et approches occidentales que la plupart de leurs prédécesseurs. Plus cosmopolites que beaucoup d'historiens de leur génération, ils reflètent quelques-unes des principales orientations que privilégient aujourd'hui les Chinois pour écrire leur histoire.

À la lumière de l'origine et de la formation de ces auteurs, on observera que l'écriture de l'histoire en Chine diffère considérablement aujourd'hui de ce qu'elle était ne serait-ce qu'il y a un demi-siècle. D'emblée, le lecteur occidental saura déceler la différence la plus flagrante : l'approche marxiste ne constitue plus le principal mode de pensée à adopter pour écrire l'histoire, même pour les historiens originaires de Chine continentale. Autrefois, l'un des points du dogme imposait de qualifier nécessairement tout phénomène historique antérieur à 1911 de « féodal », alors que le féodalisme proprement dit a disparu de Chine au III^e siècle avant notre ère, lorsque le premier empereur unifia le pays en un empire plus ou moins centralisé. Aucun historien digne de ce nom ne s'aventurerait aujourd'hui à juger catégoriquement le passé de la Chine de « féodal » simplement pour le rejeter comme « dépassé ». Le système des lignages tel que l'étudie Chang Jianhua, historien de Tianjin, qui était présenté comme une organisation typiquement « féodale » selon l'historiographie marxiste, est un bon exemple de la nouvelle liberté de recherche dont jouissent maintenant les historiens de la Chine continentale sur ce plan.

Le changement survenu dans l'écriture de l'histoire dans d'autres sociétés chinoises, notamment à Taiwan ou Hong-Kong, est plus difficile à détecter pour le lecteur non averti. Pendant cinquante ans, après l'instauration de la République populaire de Chine en 1949, le gouvernement nationaliste de Taiwan et l'ancienne colonie britannique se sont érigés en deux avant-postes anticommunistes. En réaction contre l'historiographie marxiste, qui dénigrait le passé « féodal » de la Chine, toute une génération d'historiens de l'après-guerre s'est efforcée de tirer du passé des enseignements moraux, plus souvent positifs que négatifs : la culture et les institutions traditionnelles chinoises étaient idéalisées, et l'Empire chinois souvent décrit comme une entité culturelle et politique monolithique. D'autres historiens adoptèrent, en revanche, une approche historicisante pour expliquer l'échec de toute tentative de modernisation en Chine : le système sclérosant des examens d'État pour intégrer la bureaucratie impériale et la société patriarcale « étouffante » étaient alors systématiquement dénoncés, comme les causes de la stagnation du développement scientifique et de la précarité de la démocratie dans la Chine contemporaine.

En fait, les approches historiques du milieu du XX^e siècle, tant marxistes que nationalistes, peuvent être comprises comme autant de réactions à l'humiliation et au traumatisme que la Chine avait subis pendant la période impérialiste, entre le milieu du XIX^e et le début du XX^e siècle. Beaucoup d'historiens chinois nés au tournant du siècle ambitionnaient de « sauver » la Chine ou de « racheter » les échecs de leur pays à l'époque contemporaine par leurs écrits, soit en jugeant son

passé à l'aune de critères forgés par l'expérience occidentale, soit en se complaisant dans une histoire idéalisée. De cette époque date l'impressionnante quantité d'études historiques produites en République populaire sur la question des « prémisses du capitalisme », qui visaient à expliquer le développement économique en termes marxistes. Par ailleurs, Taiwan et Hong-Kong produisirent pendant longtemps de nombreux ouvrages sur la supériorité du confucianisme comme idéologie d'État ou comme principe de base de l'organisation sociale.

Les historiens que l'on va lire ici n'adhèrent plus à cette mission édifiante. L'humiliation passée, qu'ils ont apprise dans les livres sans la vivre réellement, les a conduits à une réflexion sur l'histoire différente de celle de beaucoup de ceux qui ont été leurs professeurs. Leur connaissance des recherches menées en Occident a aussi modifié leur approche des problèmes. Les certitudes qu'affirmaient leurs prédécesseurs pour expliquer le passé de la Chine ne les satisfont plus. On peut même penser que l'allègement progressif, au cours des vingt dernières années, du fardeau moral qui pesait si lourdement sur l'historiographie a suscité en eux un commun appétit pour de nouvelles recherches sur un passé riche des ambiguïtés et des complexités de l'Empire, et que révèlent non seulement les sources mais surtout des questions et des approches nouvelles.

Les articles réunis dans ce numéro témoignent de quelques-uns des grands sujets étudiés et traités dans les ouvrages d'histoire publiés actuellement en Chine : l'organisation des sociétés locales, avec un intérêt tout particulier pour la question de la formation des lignages ; les changements économiques et politiques sous les Song (X^e-XIII^e siècle), une époque considérée comme un tournant dans l'histoire chinoise ; les nouvelles approches en histoire institutionnelle, qui portent par exemple sur les liens entre les systèmes fiscaux et juridiques et l'idéologie d'État ; le problème des identités culturelles, celui des groupes ethniques comme des communautés locales. En outre, un fil conducteur relie entre eux tous les articles : la question des relations entre l'État et la société, et de leur évolution, depuis les Song jusqu'aux Mandchous. Ces thèmes transcendent les débats sur la lutte des classes et la féodalité, chers à l'historiographie marxiste ; ils remettent également en cause la vision « nationaliste », voire confucianiste, d'une culture chinoise dominante, monolithique et hiérarchisée. L'intérêt croissant pour la formation des lignages et l'organisation des sociétés locales a suscité une quantité considérable de travaux ces dernières années, non seulement consacrés à la province de l'Anhui, étudiée par Chang Jianhua, ou à celles du delta de la rivière des Perles et du Shanxi, qu'étudie attentivement ici David Faure, mais aussi au Fujian, à Taiwan et dans la région du bas Yangzi, que de très nombreux chercheurs ont choisi comme terrains d'études. Et la recherche va probablement s'étendre à d'autres régions encore délaissées jusqu'à présent. Cet intérêt est né de la redécouverte de registres généalogiques, de l'ouverture de nouvelles archives locales ; il est lié aussi aux efforts conjugués d'historiens et d'anthropologues qui se mettent en quête d'autres sources d'information, notamment des témoignages oraux, des stèles, des bâtiments anciens, des manuscrits privés. Comme le montrent ici D. Faure et Chang Jianhua, la question des lignages dans les sociétés locales n'implique pas seulement l'organisation de la vie économique et sociale des clans et des familles du commun qui calquèrent leurs pratiques sur

celles de l'aristocratie ; elle est aussi associée à des changements dans les comportements religieux et à un développement du rituel des ancêtres, qu'a favorisé la pénétration du néo-confucianisme dans les communautés locales en tant qu'idéologie d'État. Le développement de ce processus ainsi que les formes et les règlements des lignages ont varié d'une région à l'autre, mais on s'accorde généralement à penser que, dans certaines régions méridionales de la Chine, le phénomène s'amorça sous les Song du Sud au XIII^e siècle pour atteindre un premier apogée au XVI^e, alors que, en Chine du Nord, le développement du même phénomène reste mal connu. Le culte des ancêtres, tel qu'il est pratiqué hors de Chine, résulte en fait d'un processus historique complexe, favorisé par le néo-confucianisme de Zhu Xi au XIII^e siècle, la volonté du premier empereur Ming (Zhu Yuanzhang) au XIV^e siècle d'exercer un contrôle étroit sur la société locale, les réformes fiscales des premiers Ming et, dans une certaine mesure, le renforcement du système des examens d'État.

La période des Song ne fut pas seulement une période charnière dans l'évolution du système des lignages. L'article de Billy So montre que, à la même période, le dynamisme du commerce maritime le long des côtes sud-est de la Chine ne fut pas seulement à l'origine d'une prospérité économique sans précédent et de la croissance des villes marchandes, mais la promulgation d'une nouvelle législation commerciale façonna aussi les comportements en matière d'économie et contribua au succès du néo-confucianisme. La forme de rationalité que décrit B. So, et qu'il observe dans les institutions régissant le négoce, présidait également au droit familial sous les Song, comme l'analyse finement Lau Nap-yin. On comprend clairement ici que la législation des Song, telle que l'interprétaient et l'appliquaient les juges, confortait le système patriarcal au sein de la famille tout en protégeant les droits fondamentaux des sujets. Surtout, ce que les historiens marxistes auraient condamné comme « féodal » dans certaines dispositions, ainsi le respect inconditionnel de la piété filiale, est désormais envisagé comme une « vertu » nécessaire à la conservation des patrimoines et au maintien de la cohésion familiale. Le strict respect de la hiérarchie au sein du lignage était intimement lié aux intérêts de l'État, pour assurer la collecte des impôts comme le recensement des feux. En dépit de différences marquées entre le nord et le sud de l'Empire, ce fut sous les Song que l'administration de l'État néo-confucianiste s'immisça dans les sociétés locales jusqu'au cœur de chaque famille.

Mais cette pénétration progressive de l'État néo-confucianiste, à partir des Song, n'impliqua pas pour autant le développement d'une entité culturelle monolithique que l'on pourrait appeler « la Chine ». Cette question de l'identité, ethnique aussi bien que géographique, est un sujet brûlant qui intéresse non seulement les historiens de la dynastie mandchoue, dernière période impériale dominée par un groupe ethnique non chinois, mais aussi les anthropologues et les historiens qui travaillent à l'échelle locale dans différentes provinces chinoises, en particulier dans les régions périphériques. Ce problème continue d'alimenter la polémique dans le cadre des politiques actuelles, comme à Taiwan, où la « sinitude » reste un sujet sensible dans le débat public. Si l'on considère la genèse de la civilisation chinoise, qui n'est pas abordée dans ce numéro, on peut faire remonter les racines de ces

ambiguïtés à l'Antiquité et aux commencements de l'histoire chinoise. Mais les articles qui traitent de la fin de l'Empire témoignent aussi d'une étonnante diversité culturelle à l'échelle locale. Nos auteurs mentionnent l'immense fossé qui séparait le Nord et le Sud, avec des traits culturels spécifiques aux sociétés méridionales : à Huizhou, au Fujian, dans le bas Yangzi, dans le delta de la rivière des Perles. Les réactions à la pénétration de l'idéologie d'État et les différences dans son appropriation s'expliquent par les spécificités locales : religions, rituels et cultes particuliers ; poids des contraintes écologiques ; transformation des structures économiques (voir les changements dans les itinéraires commerciaux) ; événements historiques spécifiques (guerres, soulèvements, conflits politiques). Même si la question de l'identité locale n'est pas directement abordée dans la plupart des textes réunis ici, elle demeure à l'évidence constamment posée. L'analyser, comme le fait M. Elliott dans son article consacré au rôle de la culture mandchoue dans l'élaboration de la notion de « Chine » en tant que nation, permet d'aborder sous un nouvel angle la question de la « sinitude », que, précédemment, la plupart des historiens, surtout chinois, ne remettaient pas en cause. Son essai montre combien cet axe de réflexion reste limité dans l'historiographie actuelle en République populaire de Chine, politiquement préoccupée d'imposer – à nouveau – l'idéologie traditionnelle : l'affirmation d'une culture chinoise monolithique et dominante. L'approche de M. Elliott rencontre en fait des échos dans un certain nombre de travaux d'historiens et d'anthropologues chinois qui étudient, hors de Chine populaire, d'autres prétendues « minorités » de l'Empire chinois. Il y a fort à parier que le franchissement des frontières et la construction des identités culturelles (locales, ethniques, religieuses, voire sociales ou sexuelles) seront des thèmes privilégiés de la recherche à venir, notamment en liaison avec l'étude des relations entre l'État et la société. La portée de cette question était considérable dans le passé ; elle demeure un enjeu historique et politique majeur pour la Chine d'aujourd'hui.

Angela Ki Che Leung
Academia Sinica – Taipei

Traduit de l'anglais par Christine Piot



